

Remplacement du mazout—Loi

J'ai le grand plaisir de pouvoir prendre la parole ici aujourd'hui pour dire que j'appuie sans réserve cette mesure.

Des voix: Bravo!

M. Nickerson: Lorsqu'il s'agit de dépenser les fonds publics très limités dont dispose notre gouvernement, nous avons proclamé bien clairement que nous tenions à ce qu'il soient dépensés là où ils peuvent bénéficier aux gens qui en ont le plus besoin.

M. Boudria: Acheter des limousines! Voilà ce que vous voulez faire.

M. Nickerson: Les gens qui en ont le plus besoin ne sont pas ceux qui bénéficient du genre de programmes dont nous nous débarrassons aujourd'hui. Les gens qui profitent le plus de ces deux programmes sont ceux qui sont raisonnablement à l'aise dans la société canadienne.

M. Waddell: Pas tant que cela!

M. Nickerson: Ce sont les gens qui possèdent une belle maison. Il est avantageux pour eux d'économiser quelques dollars aux dépens des contribuables. Les gens qui ont vraiment besoin d'aide ne sont pas ceux qui ont bénéficié de ces deux programmes. Ce sont les Canadiens raisonnablement à l'aise qui l'ont fait. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, estimons que les Canadiens sont des gens sérieux.

Il n'est pas nécessaire que le gouvernement dise aux citoyens, au moyen de programmes comme ceux-ci, de dépenser leur argent à certaines choses plutôt qu'à d'autres. Nous estimons qu'il faut imposer aux Canadiens des impôts aussi légers que possible et leur laisser la plus forte proportion possible de leurs revenus. Les Canadiens devraient pouvoir décider par eux-mêmes à quoi dépenser leur argent.

Ce n'est pas ce qu'ont fait les libéraux, et les néo-démocrates le feraient encore bien moins si leur parti prenait le pouvoir—ce qui n'arrivera vraisemblablement jamais. Ils pourraient, bien sûr, devenir l'opposition officielle dans quelques années. C'est une nette possibilité.

M. Blackburn (Brant): Une très réelle possibilité.

M. Nickerson: Oui, cette possibilité s'affirme de jour en jour étant donné la façon dont se comportent les libéraux. Ces derniers allaient puiser de l'argent dans les poches des contribuables au moyen de lourds impôts et le leur remettait au comptegouttes avec des programmes de ce genre. Les Canadiens ont toutefois rejeté cette politique. Ils ont fait savoir qu'ils en avaient assez et voulaient prendre eux-mêmes leurs propres décisions. Les Canadiens veulent décider s'ils dépenseront leur argent à s'équiper d'une nouvelle chaudière, à aller le boire au bar ou à l'investir dans une entreprise. C'est à eux d'en décider, non au gouvernement. Lorsque les Canadiens ont eu à se prononcer le 4 septembre, ils l'ont fait pour prendre leurs propres décisions.

M. Boudria: Ils ont voté pour des promesses que vous n'avez pas su respecter.

M. Nickerson: Il est extrêmement difficile d'administrer des programmes comme celui-ci vu que le gouvernement doit traiter avec des milliers de particuliers et d'entrepreneurs en tous genres. Il faut que le gouvernement embauche toujours plus de personnel qui devra décider si tel ou tel contribuable obtiendra la subvention.

M. Blackburn (Brant): C'est ce qu'on appelle la création d'emplois.

M. Nickerson: Je ne pense pas que ce soit la bonne méthode pour créer des emplois. Nous devrions essayer de garder les effectifs de la Fonction publique au minimum. Nous ne devrions pas être obligés d'engager un personnel toujours plus nombreux pour administrer des systèmes très complexes, ni autoriser ces gens à décider si quelqu'un doit recevoir ou non la subvention.

M. Waddell: Si les Territoires du Nord-Ouest ne recevaient pas de subventions, ils disparaîtraient.

M. Nickerson: Les programmes ou les projets de loi qu'adopte le gouvernement devraient être faciles à administrer. Un programme doit préciser noir sur blanc les conditions d'admissibilité sans qu'on ait à charger un fonctionnaire de prendre cette décision.

● (1130)

Les libéraux avaient l'habitude d'essayer, chaque fois que c'était possible, de donner des chèques à tout le monde, peu importe ce que cela coûtait. Ils prenaient de l'argent aux contribuables et le leur rendaient sous une forme quelconque. A cause de la complexité de la procédure administrative, les Canadiens recouvraient peut-être 60c. sur chaque dollar. En donnant ces chèques, les libéraux essayaient d'acheter des votes. C'est de là que viennent les programmes de ce genre. Celui-ci ne visait pas à favoriser l'économie de pétrole ou à atteindre tous les beaux objectifs qui avaient été mentionnés à l'époque. Le but du programme était très simple. Il était politique. Celui qui recevrait un chèque de \$500 du gouvernement allait vraisemblablement se dire: «Les libéraux sont fantastiques; votons encore pour eux.» Mais les choses se sont passées différemment.

Selon moi, il est temps de se débarrasser de ces programmes et d'autres du même genre. Il est inutile d'attendre six mois comme le propose la motion. C'est maintenant qu'il faut prendre une décision et j'espère que la Chambre pourra se prononcer à ce sujet très bientôt.

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai lu très attentivement le discours qu'a prononcé le secrétaire parlementaire en présentant le projet de loi. J'ai aussi écouté attentivement les interventions des ministériels quand j'étais à la Chambre. Même s'ils ont été assez persuasifs, je suis loin d'être convaincue de la sagesse de ce projet de loi.

La mesure prévoit l'annulation de deux programmes de subventions reliés à l'énergie. Le Programme canadien de remplacement du pétrole, qui avait été mis sur pied en 1977 et qui devait prendre fin le 31 décembre 1990, sera supprimé à compter du 31 mars, sauf pour ceux qui avaient signé des contrats avant le 8 novembre. Ceux-ci auront jusqu'au 30 juin pour terminer leurs travaux de transformation. Le deuxième, le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, qui avait été mis sur pied en 1977 et qui devait se terminer à la fin de 1987, restera en vigueur jusqu'en 1986. Ce qui me déplaît dans ces deux cas, c'est que les Canadiens s'attendaient à certaines choses et que des programmes qu'ils croyaient devoir être maintenus seront supprimés.